

STEPHEN SMITH - ANTOINE GLASER

LES  
MESSIEURS  
AFRIQUE

Le Paris-Village du continent noir

CALMANN  LÉVY

## PAUL BARRIL, LE GENDARME

Le voyant rouge de la caméra de surveillance s'allume en même temps qu'une lumière blanche qui balaie la plaque de la porte blindée : GCB-Conseils. Il est 10 h 25. Pas un chat devant la cage d'ascenseur qui fait face aux bureaux du Groupe Capitaine Barril. L'ancien numéro deux de la cellule antiterroriste de l'Élysée jette à peine un œil sur l'écran de contrôle intérieur avant de sortir sur le palier de ce rez de chaussée d'un immeuble cour de l'avenue de la Grande-Armée. C'est sans son garde du corps et sans son inséparable téléphone-fax portatif que le plus médiatique des fondateurs du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) grimace sous la pluie et descend au petit trot vers la porte Maillot. Il prend la rue Duret et s'engouffre au 5, rue Alphanand, dans la résidence privée du président comorien Ahmed Abdallah.

Le « capitaine » se prépare à négocier l'une de ses plus grosses affaires depuis qu'il s'est reconverti dans le privé à la tête de la société Secrets (Société de sécurité et renseignement en tous genres pour une clientèle haut de gamme) : la sécurité rapprochée du président comorien. Un exercice de style d'autant plus difficile qu'il faut auparavant se débarrasser de l'actuel



« protecteur » du président comorien : Bob Denard et ses mercenaires...

A la même heure, avenue de Suffren, Saïd Hilali, le conseiller personnel d'Ahmed Abdallah, s'énerve. C'est la troisième fois qu'il sort du porche de son immeuble pour arrêter en vain un taxi déjà occupé. A chaque tentative, sa barbe noire dégouline un peu plus et ses lunettes Giorgio Armani s'embrument. Cet ancien opposant au président Abdallah, l'un des rares à n'avoir aucun contact avec les mercenaires, sait qu'il joue aujourd'hui non seulement sa carrière, mais peut-être sa vie.

Tête chauve, sans son traditionnel turban sur la tête, Ahmed Abdallah attend de pied ferme, ce 15 décembre 1988, Paul Barril et Saïd Hilali. C'est la première fois qu'il vient à Paris avec d'autres soucis que l'éternelle question de Mayotte, département français où il possède une propriété et qu'il voudrait voir intégrer dans les Comores. Il se sent de plus en plus prisonnier des mercenaires qui l'ont aidé à reprendre le pouvoir le 12 mai 1978, après l'avoir évincé le 5 septembre 1975. Ils lui font aujourd'hui peur, et il ne sait pas trop comment les « remercier ». Il profite du sommet franco-africain de Casablanca de début décembre pour sonder discrètement les conseillers du président François Mitterrand. Pour Ahmed Abdallah, ce sont « les services français qui ont introduit les premiers Bob Denard et ses hommes aux Comores, c'est donc à eux de le récupérer ». Le seul Comorien susceptible de l'aider est Saïd Hilali, accusé il y a quelques années de fomenter un coup d'État contre lui avec la complicité du cousin de sa femme, le prince Kemal, et Grimaldi, un homme d'affaires français, bien introduit aux Comores. Par l'intermédiaire de l'ambassadeur à Paris, Saïd Hilali a renoué avec le président et s'est vu chargé, dans le plus grand secret, de trouver une porte de sortie à ces mercenaires qu'il a toujours dénoncés.



Nationaliste intransigeant, ce petit homme au regard craintif dispose dans son portefeuille des cartes de visite nécessaires à une telle opération. Né au Kenya, il a vécu une partie de sa vie en Tanzanie et ses contacts sur la côte est-africaine s'étendent jusqu'en Afrique du Sud. En France, il est devenu l'un des consultants des principaux groupes, en particulier de l'aviation civile, pour les pays de cette région. C'est d'ailleurs l'un des patrons de ces groupes qui aiguille Saïd Hilali vers un autre homme d'influence, homme d'affaires et passionné de diplomatie secrète : Jean-Yves Ollivier. Très introduit en Afrique australe, tant auprès des régimes marxistes du Mozambique et de l'Angola que du régime blanc sud-africain, Jean-Yves Ollivier joue en France un rôle de *missi dominici* : proche du RPR, il s'est mis au service de Jean-Christophe Mitterrand, conseiller de son père pour les Affaires africaines et malgaches, pour l'initier à l'Afrique australe. Il jouera un rôle déterminant dans les négociations qui s'annoncent pour le départ de Bob Denard.

Ahmed Abdallah, qui connaît les « amitiés » du chef des mercenaires en France, a également directement pris contact avec le RPR par l'intermédiaire de Michèle Alliot-Marie dont le père était un ami du chef de l'État comorien. Il reste à convaincre l'Élysée. Dans un premier temps, « on » refuse de s'ingérer dans les affaires comoriennes. Du moins officiellement. « On » suggère à Ahmed Abdallah de s'adresser à Paul Barril, en disponibilité de la gendarmerie. Pour Paul Barril, « on », à l'Élysée, c'est François de Grossouvre, alors l'un des conseillers le plus proche du chef de l'État. Depuis son départ de l'Élysée en 1983, Paul Barril, qui a connu ses heures de gloire en reprenant La Mecque et ses heures de disgrâce à la suite de l'affaire des Irlandais de Vincennes, est en effet devenu le « monsieur Afrique » de la sécurité privée. Accusé par Bernard Jégat, son principal



indicateur dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, d'avoir introduit lui-même des armes chez les présumés terroristes pour mieux les arrêter, Paul Barril a dû quitter l'Élysée en octobre 1983 mais n'a jamais été inculpé. Il n'a été entendu comme témoin que le 25 juin 1991 et a nié ces accusations.

L'homme qui quitte l'Élysée en 1983, lâché par sa hiérarchie, garde d'excellents contacts à l'Élysée et des dossiers sur les affaires les plus secrètes – et les plus privées – des deux premières années Mitterrand. Le numéro deux du GIGN, qui dit dégainer plus vite que son « frère d'armes » Christian Prouteau – l'ancien numéro un, recyclé préfet et chargé des jeux d'hiver d'Albertville – est cependant amer : « Chez les Barril, on épouse la gendarmerie comme d'autres lignées se vouent à la magistrature ou à l'École nationale d'administration », écrit-il lui-même dans un livre publié un an après son éviction : *Capitaine Barril, missions très spéciales*. Son fils, Patrick, a déjà repris le képi. Dans ce livre, Paul Barril règle ses comptes avec cette hiérarchie qui « pouvait faire toute une histoire pour de fausses plaques d'immatriculation sur nos voitures mais nous laissait toute liberté d'initiative, y compris droit de vie et de mort, comme à La Mecque... »

Sur le marché privé de la « sécurité africaine », le produit « Barril » arrive à son heure. Disposant d'une centaine d'hommes, Paul Barril explique qu'il est le dernier recours des chefs d'État qui ne font plus confiance aux services de la « France officielle ». Sa société leur propose un service de renseignement – et parfois d'action – sur leur opposition au moment où les « officiels » sont de plus en plus réticents à rendre ce genre de « services ». De plus, il encadre leurs brigades anti-émeutes et vend des équipements sécurité en tous genres : de la valise pour écoutes téléphoniques à la veste pare-balles.

L'homme est séduisant : mince, les yeux bleus métal-



lique, le teint hâlé, l'épaule gauche voûtée sous le holster, la démarche un peu raide des hommes d'action, les os fracturés plus d'une vingtaine de fois. Affecté d'une légère blésité, Paul Barril ressemble à la vedette d'un feuilleton télé dont le héros serait un gendarme, le matin « bon garçon serviable » devant les écoles et le soir en tenue de GIGN se battant contre les malfrats les plus durs. Une image d'Épinal qu'il nuance lui-même : « Au GIGN, j'avais les fonceurs, les têtes brûlées, les plus fantaisistes. Avec moi, il fallait que ça bouge, avec Prouteau c'était plus pondéré, plus calme, plus service-service. » Ses bureaux impressionnent ses visiteurs africains : de grandes photos sur les murs le présentent en action sur terre, air et mer, des équipements et des gadgets de sécurité et d'écoutes électroniques un peu partout : un vrai mini-salon Milipol d'équipements de sécurité. Au-dessus de lui, les faits d'armes du « *free lance* » Paul Barril, les promos du camp d'entraînement du GIGN à Satory, et la photo d'Amine Gemayel, l'ancien président libanais dont il a formé la garde rapprochée. Au milieu de la pièce voisine : un engin Matra sur un trépied pour faire exploser les paquets piégés. La panoplie complète...

A des milliers de kilomètres des bureaux du GCB, bien installé dans « son » île des Comores depuis 1978, Bob Denard, qui s'est converti à l'islam et a pris une épouse comorienne, a déjà appris depuis plusieurs mois par son ancien officier traitant de la DGSE (service de contre-espionnage), le colonel Codet, que l'Élysée prépare son départ. Une décision prise en étroite concertation avec le régime sud-africain. A Pretoria, les civils au pouvoir favorables à l'abandon de l'apartheid se renforcent. Les nouveaux chefs de la diplomatie sud-africaine ne sont pas mécontents de retirer le point d'appui des Comores au Directorate of Military Intelligence (DMI), la direction des services de renseignement



militaires qui a relayé, en particulier financièrement, la DGSE française auprès de Bob Denard. Du milieu des années quatre-vingt jusqu'à 1987, la firme sud-africaine d'armements Armscor a fait transiter par l'archipel comorien d'importantes cargaisons de matériel militaire à destination de l'Iran, alors en guerre contre l'Irak. Bob Denard est au parfum...

C'est donc un regard peu amical que croise Paul Barril avant d'entrer dans l'appartement du président comorien. Frédéric de Coustal, le garde du corps d'Abdallah qui lui ouvre la porte, est l'un des hommes de Bob Denard. Barril le connaît depuis l'époque où les mercenaires étaient autorisés à s'entraîner dans les centres du GIGN. Ahmed Abdallah commence à discuter avec Barril tout en pestant contre Saïd Hilali, coincé dans les embouteillages. A son arrivée, le président comorien s'interrompt pour passer un « savon » à son conseiller. Puis, après avoir écouté Paul Barril lui expliquer que « c'est une honte pour le chef de l'État des Comores d'être entouré de mercenaires », Ahmed Abdallah tente pendant quarante-cinq minutes de le persuader de devenir son chef de la sécurité à la place de Bob Denard. Tous les arguments y passent : « Moi, je suis français comme vous »... « Bob Denard n'a pas épousé une fille des Comores mais de Mayotte »... Ahmed Abdallah insiste auprès de Paul Barril : il veut se débarrasser de Bob Denard « à l'amiable et sans effusion de sang ».

Le jeu de poker-menteur entre Paul Barril et le président comorien durera plusieurs mois. Barril se présente comme mandaté par l'Élysée – ce qui est pour le moins excessif. Il demande au chef de l'État comorien une lettre de mission qui lui confierait la sécurité présidentielle. Il sait que sans couverture officielle, sa mission risque de mal se terminer pour lui. Maurice Robert, l'ancien patron du service Afrique du SDECE (aujourd'hui DGSE) du temps de Jacques Foccart, l'a mis en



garde : « Ne vous mêlez pas de ça. On sait qui pilote Bob Denard à Paris. » En clair, Bob Denard bénéficie toujours de la protection des services de renseignements auxquels il a rendu d'importants « services ». Hiérarchie oblige, le « colonel » Robert impressionne le « capitaine » Barril. Sans mandat, Paul Barril n'a pas l'intention de s'engager. De plus, il ne souhaite exécuter qu'une prestation pour réorganiser et, au besoin, sans doute rééquiper la garde présidentielle. Mais Ahmed Abdallah n'en démord pas. Il veut que la « France officielle » intervienne auprès du chef des mercenaires qui lui fait peur. Le terrain est d'autant plus mouvant que le pouvoir socialiste à Paris ne contrôle pas totalement « ses » services. Barril ne veut pas se griller auprès de ses contacts « militaires », qui lui permettent de continuer à travailler en Afrique sans trop de risques. Abdallah a besoin d'une large caution politique, celle du pouvoir et de l'opposition, pour s'en tirer. L'avenir prouvera que cette recherche de garantie n'était pas superflue... Le ton monte. Aucune décision n'est prise. Une fois Paul Barril sorti, Abdallah déclarera laconiquement : « C'est un bon garçon. »

« L'effet Barril » a toutefois joué. Sur l'île, cette brève rencontre a déjà atteint son objectif : déstabiliser Denard. Dans la soirée, le téléphone sonne chez Hilali. Sa femme décroche : « Mister Hilali ? » Elle appelle son mari. La tête un peu dans les épaules, Hilali tient l'écouteur à distance de son oreille comme s'il savait déjà qui était à l'autre bout : « Mister Hilali ? articule une voix rauque au fort accent bordelais. – *Heis speaking* », répond Hilali qui a reconnu la voix de Bob Denard. Ce dernier raccroche immédiatement. Message : je suis déjà au courant de la petite réunion de ce matin.

La deuxième phase du plan franco-sud-africain pour le départ de Denard peut commencer. Une première rencontre secrète a lieu début 1989 dans la résidence de Thierry de Beaucé, alors secrétaire d'État aux relations



culturelles internationales, proche de François Mitterrand, et chargé de mission à la présidence pour les affaires africaines et malgaches depuis mai 1991. Ses hôtes : le président Abdallah, Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à l'Élysée pour les Affaires africaines et malgaches, Jean-Yves Ollivier et Saïd Hilali. Les trois derniers se retrouveront à plusieurs reprises au cours de l'année 1989. Un petit déjeuner de travail sera en particulier organisé au Plaza Athénée à Paris avec Neil van Heerden, le directeur du ministère sud-africain des Affaires étrangères qui reviendra dans la capitale française pour entériner l'opération. Léo « Rusty » Evans, le bras droit du ministre sud-africain des Affaires étrangères, « Pik » Botha, se joindra deux fois à ces réunions. Un deal émerge de ces discussions : le départ en douceur de Bob Denard en échange d'un retour discret et bien doté dans la « Douce France ». Une date-butoir est fixée : le 15 décembre 1989.

Jean-Yves Ollivier donne les garanties du côté des anciens patrons de Bob Denard. Proche de Jacques Chirac, il est également l'ami de son directeur de cabinet, Michel Roussin, ancien responsable de la DGSE. Une vieille connaissance. C'est avec ce dernier qu'il a monté une opération multipartite en Afrique australe qui a abouti à la libération du coopérant français Jean-Pierre Albertini et de soldats cubains en échange des corps d'officiers sud-africains morts en Angola. Jacques Foccart donne sa bénédiction à l'opération. Un double réseau d'autant plus indispensable qu'il faut l'accord de Pretoria, nouveau « parrain » de Bob Denard. L'Afrique du Sud, où les militaires ont perdu une partie de leur pouvoir depuis l'arrivée de Frederik De Klerk en septembre 1979, est également en train de « lâcher » son poulain français. Elle lui a coupé les vivres.

Paul Barril reverra une dernière fois le président Abdallah, le 17 janvier 1989, le temps de constater leur



désaccord. La suite est plus connue. Le 25 novembre 1989, le président Abdallah téléphone à Saïd Hilali pour lui dire qu'il a peur. Dans la nuit du 25 au 26 novembre, le chef de l'État est assassiné en présence de Bob Denard et de ses lieutenants, Jean-Paul Guerrier (alias Siam) et Dominique Malacrino (alias Marquès), ainsi que de Jaffar, le garde du corps du président, également tué. Bob Denard affirme que c'est ce dernier qui a tué Ahmed Abdallah dans la confusion générale. Il semble toutefois acquis qu'Abdallah a été tué par deux armes différentes, ce qui contredit la thèse du meurtre fortuit. Dans un premier temps, le chef des mercenaires tente d'accréditer la thèse d'un complot fomenté par le chef d'état-major des forces armées comoriennes, le commandant Mohamed Ahmed. Manque de chance, ce dernier est à l'heure donnée dans une autre île. Les mercenaires tenteront de l'assassiner pour ramener son corps à la présidence et « monter » une saynète.

Dès le 27 novembre après-midi, la décision est prise entre Paris et Pretoria de faire partir Bob Denard de gré ou de force. « Bob » sait beaucoup de choses et on prend des gants. Pendant dix-neuf jours, le chef des mercenaires souffle le chaud et le froid. Il utilise toutes les ficelles pour faire comprendre que Français comme Sud-Africains ont intérêt à le ménager. Comme hors-d'œuvre à une mise à table plus complète, il fait écouter l'enregistrement d'une conversation qu'il a eue avec Jean-nou Lacaze, ancien numéro deux de la DGSE et ancien chef d'état-major de l'armée française.

Alors que Paul Barril suit l'affaire à distance, la « France officielle » fait appel à un autre « privé » pour aider ses troupes à débarquer aux Comores. Patrick Ollivier, un ancien mercenaire fâché avec Bob Denard, fournit à la DGSE de précieuses indications sur les installations de défense de l'aéroport de Moroni mis en place par les mercenaires. Il précise notamment l'empla-



cement des canons antiaériens de 20 mm pour la défense de l'aéroport. A partir de la Réunion, il est l'un des premiers à débarquer, d'abord par Transall puis par hélicoptère Puma. Le ministère de la Défense a demandé à son entreprise un « congé spécial » pour cette opération. Il eut, par la suite, droit à deux lettres de félicitations : l'une du chef du service action de la DGSE, Heinrich, l'autre du ministère de la Défense.

Ce n'est pas la première fois que les « services » de Patrick Ollivier sont discrètement utilisés par l'État français. S'il connaît Paul Barril, c'est que lui aussi a effectué des stages au GIGN à l'époque où la coopération française « s'offrait » les talents des mercenaires de l'équipe de Bruno Dulac, un concurrent de Bob Denard. Ces mercenaires étaient financés sur des fonds secrets. En mai-juin 1983, l'association Carrefour du Développement sert ainsi à financer du matériel pour les troupes d'Hissène Habré qui luttent contre les Libyens dans le Nord du pays, et surtout le recrutement de cinquante mercenaires. Avec l'assistance du service action du SDECE (l'actuel DGSE), ces derniers entraînent en 1983 les troupes du chef de l'État tchadien au tir de missiles Milan. Les mercenaires et le matériel – deux VLRA – une automitrailleuse Panhard et deux conteneurs marqués « missile Milan » sont transportés dans un C 130 Hercules de la SFAIR, la compagnie dont les responsables sont par la suite interpellés dans l'affaire Carrefour du développement.

Les Comores mobilisent décidément beaucoup de monde. Malgré l'échec de ses négociations avec le président Abdallah, Paul Barril monte lui-même, quelques mois plus tard, une opération séduction auprès des anciens mercenaires qu'il a entraînés, pour les persuader de quitter Bob Denard : « Ralliez-vous, on vous entraînera et on pourra avoir besoin de vous. » Mais comment « licencier » sans dégâts politiques ces hommes qui ont



si bien « servi » les pouvoirs qui se sont succédé en France, dans des coups tordus et des opérations secrètes au Congo belge, au Bénin, au Tchad... ? Bob Denard est-il « poussé à la faute » ? En tout cas, l'assassinat du président comorien le 26 novembre 1989 justifie l'intervention des troupes françaises. Bob Denard affirme qu'au moment des négociations précédant son départ le 15 décembre 1989, le premier conseiller de l'ambassade de France, M. Berçot, lui a donné l'assurance au nom du gouvernement français qu'aucune poursuite judiciaire ne serait engagée contre ses hommes. Or deux mercenaires, Jean-Paul Guerrier et Dominique Malacrino ont par la suite été arrêtés sur commission rogatoire du juge Chantal Perdrix, suite à la plainte déposée par les fils de M. Abdallah en mars 1990.

N'ayant servi que de « leurre » dans l'opération Comores, Paul Barril n'a pu finalement piquer une grosse épingle à l'endroit de l'archipel sur le planisphère qui orne son bureau. Une façon de marquer son « périmètre de chasse ». Précédé de son aura de sécurité présidentielle, il propose ses services à la plupart des présidents d'Afrique francophone en utilisant le réseau des officiers de la gendarmerie formés en France. Mais il n'est pas tout seul sur le « marché » africain de la sécurité présidentielle. Les « experts » des anciens réseaux Foccart, le « monsieur Afrique » du Général de Gaulle, sont ses principaux concurrents. L'Afrique n'est plus tenue en main par un *deus ex machina* installé à l'Élysée. Dans les années soixante, la machine franco-africaine et ses réseaux publics et privés était structurée et ramifiée à Paris, par un seul pouvoir de décision au service d'une seule politique. Cette belle mécanique est aujourd'hui éclatée en plusieurs réseaux d'influence dont jouent les pouvoirs africains.

Les présidents se méfient des « services officiels » qui ne les soutiennent plus désormais envers et contre tout.



Au contraire parfois, la France et ses « services » favorisent la lente marginalisation de ceux qui refusent de s'engager sur une voie démocratique. Ils sont poussés dehors. Pour leur sécurité rapprochée, ces chefs d'État font ainsi de plus en plus appel à des « professionnels » qui sont souvent d'anciens responsables des services officiels passés au privé, comme Paul Barril et d'autres conseillers des anciens réseaux... Ces « messieurs Sécurité » se livrent de sourdes batailles de palais pour obtenir la confiance des chefs d'État et d'importants contrats qui couvrent des prestations de « renseignement » et la formation d'une garde rapprochée.

Paul Barril aurait pu faire un « malheur » sur ce « marché » en expansion de la sécurité privée présidentielle. Il aurait pu bénéficier d'un monopole, à l'instar de Bouygues dans le BTP et de Bolloré dans le tabac. Mais « Popaul » comme l'appellent ses « connaissances » a toujours du mal « à conclure ». « Il a toujours eu des difficultés à concilier le renseignement et l'action », nous explique un spécialiste qui le connaît bien. Lui, homme d'action, est pourtant fasciné par le renseignement depuis ses premiers contacts avec les services spéciaux en 1966, à Berlin, où il rencontre « Angélique », devenue sa femme : « L'atmosphère générale était empreinte d'espionnage. Le soupçon nous touchait tous. Berlin était le carrefour de la guerre froide, avec ses obsessions et ses coups tordus. Je faisais chaque semaine des repérages dans le secteur est... », confie-t-il avec nostalgie.

Quand il quitte l'Élysée, en 1983, Paul Barril s'associe à Pierre-Yves Gilleron, un commissaire de la DST qui a lui-même servi à la présidence d'octobre 1982 à mai 1984. Pierre-Yves Gilleron devient le « monsieur Renseignement » de Barril d'octobre 1987 au 31 décembre 1989. La médiatisation du « capitaine » qui « faisait savoir » l'opération en cours, pour se couvrir auprès des services officiels, n'est pas du goût de cet ancien spécia-



liste des pays de l'Est qui a notamment suivi l'affaire Fairwell (du nom de l'officier du KGB qui renseignait la DST française). Leur séparation tourne au vinaigre. Le conflit entre les deux hommes a pour principal terrain les luttes d'influence autour du président. Paul Barril s'appuie sur François de Grossouvre, et Pierre-Yves Gilleron sur Gilles Ménage, directeur du cabinet présidentiel et chargé à cette époque des services spéciaux. La guerre entre les deux clans a pour témoin privilégié l'avocat Jacques Vergès. Barril et Vergès ont en commun une bonne connaissance des dossiers d'État les plus sensibles. Le premier pour avoir vécu de longs mois au « château », le second pour ses relations avec des chefs d'États africains comme Omar Bongo et Mobutu Sese Seko, qui sont souvent mieux au fait des « affaires » françaises que les Français eux-mêmes.

Jacques Vergès devient l'avocat de Paul Barril. Aujourd'hui, chacun branche l'autre sur ses « affaires africaines », parfois même sur les « affaires parisiennes ». Du moment qu'elles sont d'État... En quittant les bureaux de Secrets, avenue de la Grande-Armée, Pierre-Yves Gilleron crée sa propre société, Iris, spécialisée dans la veille technologique. Iris est peu présente en Afrique à l'exception du Rwanda. Pierre-Yves Gilleron conseille le président rwandais, Juvenal Habyarimana, qui a récemment pris à ses côtés un ancien membre du groupe de la sécurité présidentielle de François Mitterrand.

Paul Barril, qui a formé des centaines d'officiers africains dès le milieu des années soixante-dix, en particulier une unité marocaine d'intervention, « très opérationnelle » explique-t-il, est déjà sur plusieurs coups avant même son arrivée à l'Élysée. C'est lui en particulier qui ceinture l'ex-empereur Bokassa, coincé dans sa Caravelle à Évreux en septembre 1979. Le président centrafricain est lâché par la France qui installe à Bangui David Dacko, arrivé dans la capitale centrafricaine dans un



Transall de l'armée française. C'est l'opération « Baracuda ». C'est en quittant la Libye, son nouvel allié, que Bokassa apprend le coup d'État monté par Paris contre lui. L'ancien adjudant-chef de l'armée française fait valoir sa double nationalité pour se réfugier en France. Très agité, il menace, de son avion, le président Giscard d'Estaing et veut en descendre pour « parler à la presse ». Après l'intervention de Barril qui est accompagné de Christian Prouteau, le patron du GIGN, Bokassa est finalement « expédié » en Côte-d'Ivoire. Plus ou moins en résidence surveillée, il reste à Abidjan pendant quatre ans.

Le 26 novembre 1983, il tente de regagner son pays à bord d'un avion affrété de Paris par ses fidèles en France, en particulier Roger Delpy dont l'avocat est Me Roland Dumas, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères. Une partie du pouvoir socialiste est favorable à l'opération pour affaiblir l'ancien président Giscard d'Estaing. Ce sont finalement des tireurs d'élite de l'armée ivoirienne formés au GIGN qui accueillent à Abidjan la Caravelle louée pour Bokassa, avec à leur tête Gérard Bollet, un des anciens plongeurs de Paul Barril... Le « capitaine » suivra de bout en bout l'odyssée de l'empereur, jusqu'à son retour et son emprisonnement à Bangui sous la bonne garde du colonel Mansion, le conseiller de la DGSE placé par Paris aux côtés de David Dacko puis d'André Kolingba, qui lui a succédé à la présidence centrafricaine.

Dès sa sortie de l'Élysée, Paul Barril a un « bon carnet d'adresses » et il est très sollicité par les présidences africaines. Au Cameroun, le président Paul Biya veut le rencontrer après avoir lu son livre *Missions très spéciales*. Le « capitaine » travaille d'abord avec Denis Ekani, le ministre de l'Intérieur. Ce dernier, qui avait déjà fait appel aux services de Jacques Tillier, un ancien commissaire de la DST devenu journaliste au *Journal du*



*dimanche*, est cependant limogé en 1984. Il est notamment entendu dans l'affaire Ngongo Ottou, un avocat du sérail assassiné, sans doute par des mercenaires pour le compte de barons du régime. Barril perd l'un de ses plus forts appuis au moment de la montée en puissance des Israéliens qui ont récupéré l'encadrement de la garde présidentielle. En avril 1984, le président camerounais trouve un peu tiède l'appui que lui manifeste la France au moment de la tentative de coup d'État fomentée par des nordistes et musulmans... Or Barril dont l'un des contrats les plus solides est la sécurité de l'émir du Qatar, passe pour pro-arabe.

La concurrence est également réactivée du côté des proches des anciens réseaux Foccart. Paul Biya va chercher pour sa police politique Jean Fochivé. Ce vieux père fouettard des années soixante et soixante-dix qui a usé plusieurs générations de rebelles Bamilékés est un ami personnel de Maurice Robert, ancien chef du service Afrique du SDECE, ancien ambassadeur de France au Gabon et actuel secrétaire général du Club 89 (RPR). *Last but not least*, Maurice Robert était l'un des administrateurs de la société France Outre-mer services (SFOMS) créée le 18 mars 1977... par Bob Denard. Paul Barril est très vite court-circuité par ces redoutables réseaux et ne réalisera plus dans ce pays que des opérations marginales et ponctuelles pour le compte d'hommes d'affaires proches du chef de l'État.

Les pays solvables se raréfiant en Afrique noire, Paul Barril tente sa chance au Gabon. Mais là encore, le tir de barrage des « installés » de longue date de la sécurité est fulgurant. Avec moins de 800 000 habitants, le Gabon est le pays sécuritaire par excellence. Les « agents » sont tellement nombreux qu'ils finissent par se surveiller les uns les autres, justifiant une activité débordante et des revenus conséquents. L'eldorado pétrolier du cœur de l'Afrique s'offre une sécurité privée d'émirat. Aux pre-



mières loges, autour du président Bongo, les vieux compagnons qu'on appelle d'urgence en cas de pépin : le plus connu est le « général » Loulou Martin, qui a été rapatrié à la présidence au moment des émeutes de Port-Gentil en mai 1990. Pour bons et loyaux services, Omar Bongo l'a nommé consul du Gabon à Monaco...

Autre figure de la sécurité à Libreville : Joël Meudec, le chef de la garde présidentielle. Ce dernier a d'autant mieux déjoué les complots dont ont fait état les autorités gabonaises en 1989 que plusieurs des mercenaires cités dans la commission rogatoire étaient ses anciens compagnons de caserne. Le cas de Michel Glotin, ex-commandant à la retraite et qui était en 1961, en Corse, sous les ordres de Meudec, a été relevé par la presse locale. Au procès sur les complots, Joël Meudec a admis qu'il revoyait de temps en temps son ancien copain pour des achats d'armes... Conan, le responsable du centre de documentation (CEDOC) – les « RG » locaux dont la mémoire est le fichier vivant de l'opposition gabonaise depuis l'indépendance – est le complément indispensable de la police politique présidentielle. Le tableau serait incomplet sans Édouard Bethencourt, un ancien de la garde qui a su flairer l'air du temps en privatisant ses services. Il a créé la Société gabonaise de services, une SGS de la « sécu », en tous genres, en prenant comme président Georges Rawiri, l'ancien vice-Premier ministre du Gabon. Un volet important de l'activité de la SGS est le renouvellement du personnel de la garde. Car si les « vieux » conservent la tête de la sécurité, il faut bien de jeunes mollets pour courir. La SGS sert de chasseur de têtes. Parmi ses dernières recrues figurent M. Ferrero, un ancien du GIGN français, ancien garde du corps de Paul Dijoud, alors ambassadeur de France en Colombie, aujourd'hui directeur des Affaires africaines et malgaches. Paul Barril ne manque pas de concurrence.

Le Gabon a toujours été, comme le Cameroun, un *no*



*man's land* pour Paul Barril. Il aurait toutefois vendu quelque matériel anti-émeute au moment des événements de Port-Gentil et se serait, selon le journaliste Pierre Péan, préparé à former des militaires gabonais à l'utilisation de gaz lacrymogène. Pour avoir révélé cette aventure gabonaise, Paul Barril a menacé Pierre Péan : « A votre place, je ne roulerais plus à moto », l'a-t-il prévenu sur un répondeur... C'est pourtant bien à partir de Libreville que Paul Barril a également rempli quelques contrats pour aider le président congolais Denis Sassou Nguesso, beau-père du président Bongo, à surveiller son opposition, en particulier le syndicaliste Bangouma Yankouma.

Comme au Gabon, les vendeurs d'équipements anti-émeute ont connu en Afrique un boom de leurs ventes, avec la poussée démocratique et ses manifs. La tendance est à la « bunkerisation » des présidents autrefois tout-puissants. Après les GIGN locaux des gardes présidentielles et la sécurité rapprochée, le nouveau créneau des « privés » de la sécurité est la formation des responsables des brigades anti-émeutes : apprendre à réprimer sans tuer... Une opération délicate qui permet aux présidents africains de se maintenir au pouvoir, à condition que leurs policiers dans la rue ne tuent pas trop... Une sorte de « seuil de tolérance » de la mortalité dans les manifs pour pouvoir toucher « la prime à la démocratie » promise par le président Mitterrand au sommet de La Baule. Un « marché » sur lequel le capitaine Barril pense encore pouvoir se hisser en situation de monopole. Il tente de recréer en Afrique des équipes légères d'intervention (ELI) qui ont donné toute satisfaction à l'époque des manifs écologistes de 68 en France, sur le plateau du Larzac... Ses « correspondants locaux » sont souvent des anciens de la fraternelle des officiers de gendarmerie venus en stage au centre du GIGN. C'est d'ailleurs en Afrique que le GIGN a gagné sa consécration interna-



tionale : Christian Prouteau – l'ancien patron du GIGN et de la sécurité de l'Élysée – et ses hommes avaient libéré en 1976 une trentaine d'enfants de militaires français pris en otage, dans un car, à la frontière entre la Somalie et Djibouti.

Aujourd'hui, Paul Barril et ses hommes apprennent surtout aux gendarmes et policiers africains les méthodes modernes de contrôle des manifestations, en particulier le maniement des gaz lacrimogènes. « Je suis personnellement favorable au retrait maximum des armes aux gendarmes et aux policiers. Il serait possible de leur donner des bombes à gaz, un matériel important, mais non mortel », nous explique Paul Barril. Une utilisation des gaz qui ne fait pas l'unanimité au sein du GIGN. L'opération de La Mecque, où le nombre de rebelles gazés n'a jamais été connu, n'a pas eu que des partisans. « Les gendarmes connaissent parfaitement le goût de leur chef pour les produits chimiques. Il s'en est fait une spécialité », critique Philippe Legorgus dans un livre autobiographique. Cet ancien commandant du GIGN qui s'est fait connaître par les événements d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, est, il est vrai, devenu également un « concurrent » de Barril. Il s'est reconverti dans le « privé » en s'associant à Jean-Louis Chanas – un « ancien » officier de la DGSE – au sein de la société Éric. Ils sont les « messieurs Sécurité » du groupe Elf et de son président Loïk Le Floch-Prigent. En Afrique, ils ont d'abord ciblé l'Afrique australe. Leurs parrains auprès des chefs d'État sont souvent Jean-Yves Ollivier, le *missi dominici* de l'affaire des Comores, et son associé Pierre Lethier, ancien directeur de cabinet des patrons qui se sont succédé à la DGSE. Jean-Louis Chanas et Philippe Legorgus ont obtenu de participer à la sécurité des travaux de réhabilitation du chemin de fer de Nacala (Malawi-Mozambique) et de la ligne électrique de Cahora Bassa, toujours au Mozambique. Ils ont également béné-



ficié d'un grave différend entre les autorités locales et la société britannique Defence Security Ltd (DSL) du groupe Rockwood. Le marché de la sécurité est lucratif mais « étriqué ». On se marche sur les pieds dans les plates-bandes africaines.

Ces anciens du GIGN où des services spéciaux reconvertis dans le privé sont souvent assez mal accueillis sur place par les services officiels. Autour des présidences africaines s'épient déjà le chef d'antenne de la DGSE, des conseillers militaires, officiels ou officieux, le responsable du SCTIP (coopération de la police) qui relève du ministère de l'Intérieur, et plusieurs conseillers en sécurité privée, sans parler des marchands d'armes... Chacun a son « homme » à la présidence, souvent le conseiller chargé des « affaires réservées » du chef de l'État : George Ouegnin en Côte-d'Ivoire, Damase Omgba au Cameroun, Pierre Otto Mbongo au Congo...

Paul Barril et Philippe Legorgus ne sont pas les seuls anciens gendarmes à « écrémer » les présidences africaines. Alain Le Carro, le patron du Groupe de sécurité du président de la république (GSPR), le propre garde du corps du président François Mitterrand, « pige » également pour des chefs d'État africains. L'Afrique, il connaît : il est né à Bobo-Dioulasso en Haute-Volta. Dans les sommets franco-africains, il n'oublie jamais de laisser ses coordonnées aux chefs d'État. En mai 1990, quand le président ivoirien Houphouët-Boigny demande à François Mitterrand d'intervenir pour rétablir l'ordre dans son pays – au titre des accords secrets de défense – c'est Alain Le Carro que lui envoie le président français pour une « mission d'évaluation » de la sécurité ivoirienne. Peut-être même sans savoir que ce n'était pas la première fois que le petit homme, très carré, chauve, aux yeux bleus perçants, se rend depuis longtemps à Abidjan pour des missions privées. Il a notamment préconisé l'installation de chicanes autour de la présidence,



dont l'efficacité est loin d'être prouvée mais qui fait hurler tous les voisins du président, en particulier les « diplomates » qui sont obligés de faire un grand détour...

Paul Barril a également rencontré ces hommes sur son chemin en Côte-d'Ivoire. De même que Jeannou Lacaze, l'ancien directeur du renseignement des services spéciaux français (SDECE), qui est lui aussi dans le circuit des « conseillers présidentiels africains » de la sécurité. L'ancien patron du onzième choc en Algérie, qui a reçu son étoile de général alors qu'il était au SDECE, avait été confirmé par François Mitterrand dans ses fonctions de chef d'état-major en mai 1981. Devenu conseiller spécial du ministre de la Défense pour les affaires africaines et malgaches en 1985, il fut également nommé conseiller spécial à la défense du président zaïrois Mobutu Sese Seko en mars de la même année.

Le « sphinx » – dont Barril dit qu'« il se tait parce qu'il n'a rien à dire » – est devenu le président d'un nouveau parti, l'Union des indépendants (UDI) après quelques déboires dans le CNI de l'ancien nageur de combat (service action du SDECE), Yvon Briant. Jeannou Lacaze a remporté un important contrat en Côte-d'Ivoire pour la réorganisation de l'armée. « Il a recommandé l'achat de couvertures et de savons pour les soldats. Un "conseil" déjà dans tous les rapports au chef de l'État », affirment ses détracteurs. Il est toujours le conseiller du président zaïrois pour les questions de sécurité. Après le départ d'Hissène Habré, il a tenté de se placer comme conseiller en sécurité du nouveau président tchadien, Idriss Deby, qui a pris le pouvoir le 4 décembre 1990, « accompagné » du service action de la DGSE. Jeannou Lacaze est arrivé à N'Djamena dans un avion de la présidence gabonaise. Un parrainage gabonais d'autant plus évident que le Gabon avait été le premier pays visité par Idriss Deby. Il avait à ses côtés Jean-Louis Dufour, un « colonel des forces de



marine » à la retraite, qui a créé avec le « sphinx », l'Association pour la promotion des relations entre l'Europe et le tiers monde (Apretem).

Dans son ouvrage *Les Vraies Guerres*, Jean-Louis Dufour explique à propos du Tchad : « Le Tchad est devenu un symbole. Il est menacé de l'extérieur, occupé par une armée étrangère. Il n'y a d'autre alternative pour la France que d'aller au secours du droit bafoué en Afrique noire, au secours de son pré carré, ou, comme l'a dit le président Reagan, dans " sa zone d'influence " ». Quant au Zaïre, le bras droit du général prévoit que « la belle brigade parachutiste, la 31<sup>e</sup>, va peu à peu se défaire de tout encadrement français direct, et sa qualité s'en trouver largement obérée ». Pour le colonel, le Zaïre qui, dans le passé, est venu « donner un coup de main » au Tchad et au Togo, aurait pu devenir la « force déléguée » de la France en Afrique. Faute de Zaïre, Jean-Louis Dufour recommande le Maroc : « Le roi du Maroc, déjà volontaire en 1977 pour intervenir au Shaba, aimerait remplacer la France dans son rôle de protecteur de l'Afrique. Ce pays qui comptait en 1950 neuf millions d'habitants, aura dans un quart de siècle une capacité de mobilisation supérieure à celle des deux Allemagnes réunies. » L'Afrique reste ainsi dans le long rayon d'action du général Lacaze.

Si Paul Barril est le plus médiatique des « messieurs Afrique » de la sécurité privée, de nombreux autres « agents » français, spécialistes de ce secteur, sont en activité, mais souterraine. Le président Mitterrand a marqué sa préoccupation lors du sommet de La Baule vis à vis de ces officiers français très présents dans les états-majors des armées nationales. La tendance est à la réduction des coopérants militaires à des niveaux opérationnels dans les armées africaines et à la « surveillance » des agents privés de sécurité directement rémunérés par les présidences des États. Le président



français affirmait vouloir « éviter toute confusion entre le caractère national d'une armée et le caractère d'assistance de la nôtre ».

Il y a loin de la coupe aux lèvres. Aux côtés de presque tous les présidents du pré carré africain de la France, se tient un colonel de la DGSE. Dans la plupart des cas, son activité déborde largement les seules questions sécuritaires. Il est souvent en guerre ouverte sur place avec le chef de la mission militaire de la coopération et le responsable du SCITP (Coopération internationale de police), qui relève à Paris du ministère de l'Intérieur. Parfois, il épouse totalement la cause de son président sur place, avant de passer à son service exclusif .. Le colonel Mansion *drive* toujours tout l'appareil sécuritaire de Centrafrique et le président togolais Eyadema, dont l'armée s'est distinguée par une vingtaine d'opposants assommés et jetés pour une noyade certaine dans la lagune de Gé, a toujours à ses côtés des officiers français de haut rang. Les interférences entre national et étranger, public et privé, deviennent imbroglio et conduisent aux récents dérapages à Djibouti, aux Comores, au Tchad...

Toujours dans *Les Vraies Guerres*, le colonel Dufour explique que sur vingt-cinq conflits dans le monde en 1990, seuls trois étaient interétatiques. Depuis 1945, seize millions de personnes ont été tuées au cours de ces guerres, dont un cinquième en Afrique. Plus grave, le taux des victimes civiles, qui ne représentait que 52 p. 100 du total dans les années soixante, est passé à 75 p. 100 dans les années soixante-dix et à 85 p. 100 dans les années quatre-vingt. La guerre se « *déprofessionnalise* ». Surtout en Afrique où, paradoxalement, le désengagement partiel de l'appareil sécuritaire français, en particulier militaire, va faire le bonheur des sociétés privées de sécurité et des marchands d'armes.